CEB

COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Rapport financier semestriel 2023



États financiers intermédiaires résumés
au 30 juin 2023 (Non audités)

https://coebank.org/

SOMMAIRE

Revue 2
ÉTATS FINANCIERS 4
Objectifs de la Banque 4
Secteurs d'intervention 4
Bilan 5
Compte de résultat 6
État du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 7
État de variations des capitaux propres 7
Tableau des flux de trésorerie 8
NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS 9
NOTE A - Résumé des principes comptables appliqués par la Banque 9
NOTE B - Cadre d'appétence pour le risque de la CEB 10
NOTE C - Actifs et passifs financiers 13
NOTE D - Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et au coût amorti 14
NOTE E - Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle et dettes représentées par un titre 16
NOTE F - Capital 17
NOTE G - Marge d'intérêts 18

Revue

L'environnement financier et économique actuel est difficile et très incertain. Au premier semestre 2023, la croissance économique a continué à ralentir en raison, entre autres, de perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, d'une inflation élevée (bien que celle-ci soit en baisse), d'une dette publique élevée et de tensions géopolitiques persistantes. Les fortes hausses des taux d'intérêt pèsent sur l'activité économique. Dans le même temps, de nombreux pays sont confrontés à une marge de manœuvre budgétaire limitée, ce qui entraine des contraintes supplémentaires pour le financement du secteur public. Néanmoins, l'activité de prêt de la Banque de développement du Conseil de l'Europe (la " Banque " ou la " CEB ") s'est maintenue à un rythme soutenu au premier semestre de l'année, conformément à ses lignes directrices, telles que définies dans le Cadre stratégique 2023-2027. En outre, l'Ukraine a rejoint la Banque en tant qu'État membre en juin 2023. La Banque prévoit de démarrer des opérations dans le pays au quatrième trimestre 2023, également dans la limite des montants définis dans le Cadre stratégique 2023-2027.

Compte de résultat

Le résultat net de la Banque a atteint 54,6 millions d'euros au 30 juin 2023, soit une amélioration de 13,2 % par rapport au premier semestre 2022. Le résultat de base, qui représente le résultat net hors valorisation des instruments financiers et le coût du risque, a atteint 54,2 millions d'euros au 30 juin 2023, soit une augmentation de 28,1 % par rapport au premier semestre 2022 (1S2022), s'inscrivant ainsi dans une tendance positive. Le principal moteur de cette tendance a été l'évolution positive de la marge d'intérêt de la Banque de +9,7 millions d'euros. Cette évolution est le résultat d'un revenu plus élevé issu des titres au coût amorti et de la gestion active des positions de liquidité et de taux d'intérêt.

Les deux éléments en dehors du résultat de base (valorisation des instruments financiers et coût du risque), présentent une évolution volatile mais compensatoire en 2023 par rapport à leur impact positif au premier semestre 2022.

L'évaluation des instruments financiers a eu un impact négatif sur le compte de résultat au 30 juin 2023, comparé à sa contribution positive pour de la même période en 2022. Ceci résulte principalement de l'évolution différente des taux à court terme (augmentation en 2023) et des taux à long terme (diminution en 2023) en EUR et en USD. En ce qui concerne le coût du risque, la provision pour risque de crédit sous l'IFRS a diminué au premier semestre 2023, inversant l'impact négatif observé au cours de la même période de 2022, en raison d'une évolution plus favorable des probabilités de défaut et des scénarios macroéconomiques. La CEB n'a enregistré aucun prêt non performant ni aucune défaillance au cours de cette période.

Les frais généraux d'exploitation du premier semestre 2023 ont diminué de 6,4 % par rapport à la même période en 2022, principalement en raison d'une diminution du coût de service des obligations de pension. Il n'est toutefois pas possible d'extrapoler cette tendance pour les comptes de l'année entière. Enfin, le ratio coûts/revenus ajusté de la Banque s'est nettement amélioré, atteignant 33,9 % à la fin juin 2023, contre 41,2 % à la fin juin 2022, expliqué par la baisse des charges générales d'exploitation et la tendance positive des revenus nets d'intérêts expliquent cette évolution.

Bilan

Le total du bilan a atteint 35,7 milliards d'euros à la fin du mois de juin 2023, ce qui représente une augmentation de 13,2 % par rapport au 31 décembre 2022 (31,5 milliards d'euros). Le principal facteur a été l'activité cyclique habituelle du financement au cours de l'année qui se produit au début de l'année. L'expansion se traduit par une augmentation des liquidités à l'actif du bilan, financée par l'augmentation des emprunts au passif.

L'encours des prêts est resté stable par rapport à la fin de l'année 2022, bien qu'il ait augmenté de 2,7 % par rapport à juin 2022, et les remboursements effectifs ont dépassé les nouveaux décaissements.

La valorisation des dérivés reflétant la juste valeur positive à l'actif a atteint 2,5 milliards d'euros au 30 juin 2023, en baisse par rapport aux 2,9 milliards d'euros au 31 décembre 2022. Parallèlement, la juste valeur négative des dérivés enregistrée au passif s'élevait à 2,8 milliards d'euros au 30 juin 2023, ce qui représente une augmentation par rapport aux 2,6 milliards d'euros enregistrés à fin 2022.

Les capitaux propres ont continué à augmenter par l'incorporation du résultat net de l'année, atteignant 3 459,2 millions d'euros au 30 juin 2023, ce qui représente une augmentation de 16,9 millions d'euros (0,5 %) par rapport à fin 2022 (3 442,3 millions d'euros), malgré l'impact négatif des gains et des pertes au premier semestre 2023 qui est principalement lié à une diminution des écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi.

Au 30 juin 2023, les projets approuvés et les prêts décaissés de la Banque s'élevaient à 2,2 milliards d'euros et 935 millions d'euros respectivement. À la même date, le stock de projets approuvés en attente de financement s'élevait à 10,4 milliards d'euros (31 décembre 2022 : 9,1 milliards d'euros), dont 46,8 % en faveur de pays du Groupe cible en Europe centrale, orientale et du Sud-Est. L'encours nominal des prêts est resté stable à 19,9 milliards d'euros au 30 juin 2023 par rapport au 31 décembre 2022 (19,9 milliards d'euros). En incluant les intérêts courus et les ajustements de valeur liés à la couverture, les prêts au bilan se sont élevés à 18,4 milliards d'euros (31 décembre 2022 : 18,2 milliards d'euros).

L'encours nominal de la dette représentée par un titre, y compris les obligations et les emprunts à court terme (*Euro Commercial Paper*), s'est élevé à 30,6 milliards d'euros au 30 juin 2023 (31 décembre 2022 : 26,2 milliards d'euros). Au cours du premier semestre 2023, la Banque a émis de nouvelles obligations pour un montant nominal de 5,3 milliards d'euros. En incluant les intérêts courus et les ajustements d'évaluation IFRS liés aux obligations couvertes émises, l'encours de ces obligations, qui soutiennent les opérations de la Banque, s'est élevé à 28,6 milliards d'euros au 30 juin 2023, contre 24,2 milliards d'euros à fin décembre 2022.

Tous les Ratios d'Appétence pour le Risque sont restés dans les limites approuvées tout au long de la période.

En millions d'euros

	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022
Projets approuvés	2 230	2 570	4 244
Stock de projets	10 388	9 558	9 093
Prêts décaissés	935	1 568	3 524
Encours de prêts	19 870	19 351	19 887
Emprunts obligataires émis	5 255	5 351	5 945
Encours de la dette représentée par un titre	30 594	29 908	26 242
Résultat net	55	48	80
Capitaux propres	3 459	3 351	3 442
Fonds propres	8 414	8 215	8 307
Total de l'actif	35 699	35 204	31 528

ÉTATS FINANCIERS

Objectifs de la Banque

"La Banque a pour objectif prioritaire d'aider à résoudre les problèmes sociaux que pose ou peut poser aux pays européens la présence de réfugiés, de personnes déplacées ou de migrants résultant de mouvements de réfugiés ou d'autres mouvements forcés de populations ainsi que de la présence de victimes de catastrophes naturelles ou écologiques.

Les projets d'investissement auxquels concourt la Banque peuvent viser soit à aider ces personnes dans le pays où elles se trouvent, soit à leur permettre de retourner dans leur pays d'origine lorsque les conditions d'un tel retour sont réunies, soit, le cas échéant, à s'installer dans un autre pays d'accueil. Ces projets doivent être agréés par un Membre de la Banque.

La Banque peut également concourir à la réalisation de projets d'investissement, agréés par un Membre de la Banque permettant la création d'emplois dans des régions défavorisées, le logement de populations à bas revenus ou la réalisation d'infrastructures sociales".

(Statut, Article II)

La mission de la CEB est de promouvoir la cohésion sociale en Europe. La CEB est la plus ancienne banque multilatérale de développement (BMD) européenne. Elle a été créée en 1956 par huit États membres du Conseil de l'Europe dans le but d'alléger le sort des réfugiés et d'autres groupes vulnérables, tout en contribuant aux efforts de reconstruction au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En 1997, le Sommet de Strasbourg a réaffirmé et renforcé le mandat social de la CEB, en l'axant sur la promotion de la cohésion sociale. Aujourd'hui, la CEB représente un instrument majeur de la politique de solidarité en Europe. Elle finance des projets sociaux, répond aux situations d'urgence et contribue à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus défavorisées.

(Cadre stratégique 2023-2027)

Secteurs d'intervention

La CEB contribue à la mise en œuvre de projets d'investissement à caractère social en faveur de la cohésion sociale et en prêtant une attention particulière aux personnes vulnérables. Conformément à la résolution 1646 (2022) du Conseil d'administration, le nouveau Cadre stratégique 2023-2027 de la CEB met à jour les lignes d'action de la Banque comme suit :

- Investir dans les personnes et renforcer le capital humain
- Promouvoir des cadres de vie inclusifs et résilients
- Soutenir l'emploi et l'inclusion économique et financière

Ces lignes d'action reflètent mieux le contexte opérationnel de la CEB et les besoins actuels et prévus de ses pays membres.

Chacun des domaines d'intervention de la CEB découle de ses lignes d'action déclarées et est défini par des critères d'éligibilité clairs et détaillés. Les domaines d'intervention de la CEB au 1er janvier 2023 sont : Santé et médico-social (*) ; Éducation et formation professionnelle (*) ; Infrastructures administratives et judiciaires ; Protection et réhabilitation du patrimoine historique et culturel ; Logements sociaux et abordables (*) ; Développement urbain, rural et régional (*) ; Catastrophes naturelles ou écologiques ; Protection de l'environnement ; Financement des TPE-PME (*) et Microfinance (*).

Tout en maintenant son engagement dans ses principaux domaines d'intervention, la CEB a identifié plusieurs "secteurs prioritaires" afin d'améliorer la sélectivité de projets et d'affecter ses ressources là où elles peuvent contribuer le plus à la poursuite de ses objectifs fondamentaux. Bien qu'ils ne soient pas répertoriés comme des secteurs distincts, la CEB identifie également trois thèmes transversaux qui interagissent avec ses principaux secteurs d'activité, à savoir : (i) l'action climatique, (ii) l'égalité des genres, et (iii) la digitalisation.

(*) Indique un "secteur prioritaire".

Bilan

Au 30 juin 2023 (non audité) et au 31 décembre 2022 (audité)

En milliers d'euros

	Notes	30/06/2023	31/12/2022
Actif			
Caisse, avoirs auprès des banques centrales		1 149 407	1 150 258
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		365 605	654 045
Instruments financiers dérivés de couverture		2 133 908	2 198 288
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	D	4 164 540	2 795 509
Actifs financiers au coût amorti	D		
Prêts		18 354 484	18 222 361
Autres créances		6 873 812	4 209 861
Titres de dette		1 754 408	1 592 770
Immobilisations corporelles et incorporelles		55 757	57 545
Autres actifs		846 934	647 498
Total de l'actif		**35 698 855**	**31 528 135**
Passif			
Dettes			
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		247 514	187 498
Instruments financiers dérivés de couverture		2 516 739	2 397 993
Passifs financiers au coût amorti	E		
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		49 243	70 176
Dettes représentées par un titre		28 579 404	24 223 766
Autres passifs		528 830	917 001
Compte de dividendes sociaux		36 322	34 842
Provisions		281 599	254 484
Total dettes		**32 239 651**	**28 085 760**
Capitaux propres			
Capital	F		
Souscrit		5 579 046	5 477 144
Non appelé		(4 954 771)	(4 864 180)
Appelé		624 275	612 964
Réserve générale		2 786 051	2 722 679
Résultat net		54 593	79 683
Total capital, réserve générale et résultat net		3 464 919	3 415 326
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(5 715)	27 049
Total capitaux propres		**3 459 204**	**3 442 375**
Total du passif		**35 698 855**	**31 528 135**

Compte de résultat

Du premier semestre 2023 (non audité) et du premier semestre 2022 (non audité)

En milliers d'euros

	Notes	2023	2022
Intérêts et produits assimilés		508 666	85 648
Prêts et autres créances au coût amorti		433 505	
Titres de dette au coût amorti		24 914	22 839
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		50 247	
Dettes représentées par un titre au coût amorti			60 426
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle au coût amorti			2 383
Intérêts et charges assimilées		(426 036)	(12 681)
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle au coût amorti		(10 358)	
Autres intérêts et charges assimilées		(5 225)	(2 717)
Dettes représentées par un titre au coût amorti		(410 453)	
Prêts et autres créances au coût amorti			(6 827)
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			(3 137)
Marge d'intérêts	G	**82 630**	**72 967**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		(4 480)	12 367
Gains nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		268	24
Commissions (produits)		167	233
Commissions (charges)		(1 003)	(1 159)
Produit net bancaire		**77 582**	**84 432**
Charges générales d'exploitation		(24 405)	(26 764)
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles		(3 474)	(3 011)
Résultat brut d'exploitation		**49 703**	**54 657**
Coût du risque		4 890	(6 412)
Résultat net		**54 593**	**48 245**

État du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Du premier semestre 2023 (non audité) et du premier semestre 2022 (non audité)

En milliers d'euros

	2023	2022
Résultat net	**54 593**	**48 245**
Éléments pouvant être rapportés au compte de résultat	(9 464)	(27 534)
Variations de valeur des titres de dette à la juste valeur par capitaux propres	4 726	(9 185)
Variations de valeur des instruments financiers dérivés de couverture	(14 190)	(18 349)
Éléments ne pouvant être rapportés au compte de résultat	(23 300)	96 685
Variations des écarts actuariels liés au régime de pension	(23 877)	79 759
Variations des écarts actuariels liés aux autres avantages postérieurs à l'emploi	577	16 865
Variations de valeur des instruments de capitaux propres		61
Total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**(32 764)**	**69 151**
Résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**21 829**	**117 396**

État de variations des capitaux propres

Du premier semestre 2023 (non audité) et du premier semestre 2022 (non audité)

En milliers d'euros

	Capital et réserves			Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres					
	Capital appelé	Réserves et résultats	Total	Titres de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments financiers dérivés de couverture	Écarts actuariels	Instruments de capitaux propres	Total	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2021	612 964	2 722 679	**3 335 643**	29 792	6 718	(139 000)	519	**(101 971)**	**3 233 672**
Augmentation du capital									
Affectation du résultat de l'exercice 2021									
Résultat net		48 245	48 245						48 245
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				(9 184)	(18 349)	96 623	61	69 151	69 151
Capitaux propres au 30 juin 2022	612 964	2 770 924	**3 383 888**	20 608	(11 631)	(42 377)	580	**(32 820)**	**3 351 068**
Résultat net		31 438	31 438						31 438
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				(11 373)	38 152	32 713	377	59 869	59 869
Capitaux propres au 31 décembre 2022	612 964	2 802 362	**3 415 326**	9 235	26 521	(9 664)	957	**27 049**	**3 442 375**
Augmentation du capital	11 311		11 311						11 311
Réserves		(11 311)	(11 311)						(11 311)
Affectation du résultat de l'exercice 2022		(5 000)	(5 000)						(5 000)
Résultat net		54 593	54 593						54 593
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				4 726	(14 190)	(23 300)		(32 764)	(32 764)
Capitaux propres au 30 juin 2023	624 275	2 840 644	**3 464 919**	13 961	12 331	(32 964)	957	**(5 715)**	**3 459 204**

Tableau des flux de trésorerie

Relatif au premier semestre 2023 (non audité) et au premier semestre 2022 (non audité)

En milliers d'euros

		2023	2022
	Résultat net	54 594	48 245
+/-	Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3 474	3 011
+/-	Dotations aux provisions	(4 879)	6 444
+/-	Perte nette/gain net des activités d'investissement	3 750	12 944
+/-	Variation des intérêts à recevoir	(152 549)	2 224
+/-	Variation des intérêts à payer	149 848	(9 467)
+/-	Autres mouvements non monétaires	11 913	(4 072)
	Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat	11 556	11 083
+	Encaissements liés aux opérations avec les établissements de crédit et avec la clientèle	1 950 075	2 038 669
-	Décaissements liés aux opérations avec les établissements de crédit et avec la clientèle	(5 029 419)	(5 990 173)
+	Encaissements liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	2 308 605	1 936 301
-	Décaissements liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(4 049 034)	(3 334 315)
+/-	Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(11 800)	(8 490)
	Flux net des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(4 831 573)	(5 358 008)
	Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (a)	**(4 765 423)**	**(5 298 680)**
+	Encaissements liés aux titres de dette au coût amorti	65 000	70 000
-	Décaissements liés aux titres au coût amorti	(226 165)	
+/-	Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1 978)	(2 134)
	Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (b)	**(163 143)**	**67 866**
+/-	Flux de trésorerie provenant de ou à destination des États membres	8 968	(10 488)
+	Emissions de dettes représentées par un titre	8 117 343	9 381 578
-	Remboursements de dettes représentées par un titre	(3 634 025)	(4 516 841)
	Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)	**4 492 286**	**4 854 250**
	Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie (d)	**(65 312)**	**1 824**
	Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (a)+(b)+(c)+(d)	**(501 593)**	**(374 741)**
	Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	**4 379 623**	**3 052 794**
	Caisse, avoirs auprès des banques centrales	1 150 631	2 044 894
	Dépôts à vue et à terme auprès des établissements de crédit	3 228 992	1 007 900
	Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin	**3 878 031**	**2 678 053**
	Caisse, avoirs auprès des banques centrales	1 149 703	812 686
	Dépôts à vue et à terme auprès des établissements de crédit	2 728 328	1 865 367
	Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	**(501 593)**	**(374 741)**

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

NOTE A - Résumé des principes comptables appliqués par la Banque

Référentiel comptable

Les comptes individuels de la Banque sont établis conformément aux normes comptables internationales *(International Financial Reporting Standards - IFRS)* telles qu'elles ont été adoptées au sein de l'Union européenne (UE).

Les états financiers individuels intermédiaires résumés de la Banque au 30 juin 2023 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire" et doivent être lus conjointement avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 décembre 2022 (disponible sur le site internet de la Banque www.coebank.org).

Les résultats semestriels présentés ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats de l'exercice concerné.

Les états financiers semestriels ne sont pas audités.

Normes comptables applicables

La Banque n'a pas appliqué de nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'UE pour lesquelles l'application au 30 juin 2023 est optionnelle.

Réforme des taux d'intérêt de référence

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board*) et l'Organisation Internationale des Commissions de Valeurs (OICV) ont recommandé le renforcement des indices des taux interbancaires (IBOR) et leur éventuel remplacement par des taux sans risques (RFR) basés sur les taux à un jour et les transactions réelles.

La Banque a pris des mesures pour mettre en œuvre la réforme de l'indice de référence des taux d'intérêt en passant de l'indice LIBOR aux RFR respectifs, conformément aux pratiques du marché.

NOTE B - Cadre d'appétence pour le risque de la CEB

En tant que BMD, la CEB n'est pas assujettie au cadre réglementaire de ses États membres, aux recommandations du Comité de Bâle ou aux directives et règlements de l'UE pour la supervision bancaire. Néanmoins, la politique de la Banque consiste à suivre les meilleures pratiques bancaires en apportant tous les ajustements nécessaires dus à son statut de BMD. La CEB se réfère également à des indicateurs utilisés par les agences de notation de crédit. Ainsi, la Banque a établi un ensemble de ratios et indicateurs dans son cadre d'appétence pour le risque afin d'évaluer et contrôler les risques de ses activités.

Les ratios et indicateurs sont organisés autour de cinq axes principaux : capital, levier, liquidité, risques de marché et risque de crédit dans l'activité Finance.

Cadre d'Appétence pour le Risque de la CEB	30/06/2023	30/06/2022	31/12/2022	Limite
Capital				
Ratio d'adéquation des Fonds Propres	28,3%	26,1%	30,4%	> 10,5%
Ratio de "Gearing"	2,36	2,35	2,41	< 2,5
Levier				
Ratio de levier	9,2%	9,04%	10,34%	> 7%
Ratio des actifs de trésorerie	4,16	4,05	2,83	< 5
Liquidité				
Horizon de survie	19	15	15	> 12 mois
Ratio de couverture des liquidités - LCR	547%	533%	554%	> 100%
Ratio de financement stable net - NSFR	139%	130%	130%	> 100%
Risques de marchés				
Risque de taux d'intérêt : Sensibilité de la valeur économique des capitaux propres	-10,9%	-10,3%	-10,0%	> -20% de capitaux propres
Risque de change : Positions nettes ouvertes en devises	< €1,0 M	< €1,0 M	< €1,0 M	< € 1,0 M
Risque de crédit dans l'activité Finances				
Notations de crédit interne minimale	≥ 7,0	≥ 7,0	≥ 7,0	≥ 7,0

Capital

- Le **Ratio d'Adéquation du Capital** est le rapport entre le capital prudentiel (E_P)[1] et le total des Actifs pondérés par les risques *(RWA)*. La banque applique l'approche standard du Pilier I, où les RWA sont calculés en utilisant les facteurs de pondération des risques selon le type de contrepartie et de la notation[2].

  La Banque surveille ce ratio pour s'assurer qu'elle détient suffisamment de capital pour absorber les pertes inattendues liées à ses opérations et résultant des risques de crédit, de marché et opérationnels.

  Bien que le plancher du Cadre d'appétence pour le risque de ce ratio soit 10,5 %, la Banque vise à maintenir un ratio supérieur à 20 % pour garantir des fondamentaux financiers de premier ordre. En outre, la Banque vise une marge de manœuvre suffisante en considérant une zone de confort supérieure à 25 % lui permettant d'obtenir une notation AAA complète par les principales agences de notation de crédit.

  Le Ratio d'Adéquation du Capital a atteint 28,3 % à fin juin 2023, en baisse par rapport à la fin de l'année 2022 (30,4 %) en raison de l'augmentation du *RWA* résultant de l'activité cyclique du début de l'année liée aux portefeuilles d'activités de refinancement et d'investissement.

  Enfin, le risque de crédit représente l'essentiel de la consommation de capital à 95,5 % à fin juin 2023, réparti entre le risque de crédit dans le portefeuille de prêts (71,8 %) et le risque de crédit sur les opérations d'investissement (23,7 %).

- Le **Ratio de *« Gearing »*** (endettement) mesure l'encours de prêts divisé par les fonds propres[3], et établit ainsi un plafond en volume pour l'activité de prêts de la Banque. Ce ratio est principalement destiné à servir de référence par rapport à d'autres BMD.

[1] Le capital prudentiel (E_P) comprend le capital appelé, les réserves, le résultat net et les gains / pertes non réalisés.
[2] Telle que recommandé par le Comité de Bâle : la deuxième meilleure note parmi celles attribuées par les agences de notation externes.
[3] Fonds propres de la CEB : capital souscrit, réserves et résultat net.

Le plafond historique du cadre d'appétence pour le risque est de 2,5. Toutefois, en avril 2023 le Conseil d'administration a approuvé une augmentation temporaire du ratio de *« Gearing »* à 2,6 jusqu'à la fin de l'année 2023 ou jusqu'à l'entrée en vigueur de l'augmentation de capital, selon ce qui se produit en premier.

Le ratio *de « Gearing »* présente une tendance à la hausse, culminant à 2,46 en octobre 2022, en raison de l'augmentation de l'encours des prêts qui dépasse la génération de capital interne (bénéfices). Bien que la tendance à la hausse devrait reprendre au second semestre 2023, la Banque gère activement les décaissements afin de garantir le respect du ratio jusqu'à ce que l'augmentation de capital devienne effective. L'encours maximal possible des prêts est de 21,9 milliards d'euros à la fin juin 2023 (20,7 milliards d'euros à la fin de l'année 2022).

Levier

- Le **Ratio de Levier** est calculé en divisant les Capitaux propres prudentiels par la valeur d'exposition de tous les actifs et éléments hors-bilan. La valeur d'exposition au risque des produits dérivés est calculée selon la méthode utilisée dans l'approche standardisée du ratio d'adéquation du capital. Le facteur de conversion lié au risque pour les éléments hors-bilan (engagements de financement) est de 50%.

  Le ratio de levier fournit un indicateur simple pour compléter le ratio d'adéquation du capital. Le plancher du Cadre d'Appétence pour le Risque de la CEB établit son ratio à 7 %, afin de garantir des fondamentaux financiers de premier ordre.

  À fin Juin 2023, le ratio de levier s'est établi à 9,2 % (10,3 % à fin 2022).

- Le **Ratio des Actifs de Trésorerie** compare le total des actifs financiers (après l'impact de la juste valeur des swaps de couverture) aux capitaux propres prudentiels (E_p). Le total des actifs de trésorerie comprend les montants des encours des portefeuilles de titres, les dépôts interbancaires, les *« repo »* et les comptes nostro, à l'exclusion des garanties collatéraux et sans décaissements à terme.

  Le plafond du Cadre d'Appétence pour le Risque est de cinq fois le E_p, soit 17,3 milliards d'euros à fin juin 2023 (17,2 milliards à fin 2022).

  Le ratio s'établit à 4,16 à la fin juin 2023, contre 2,83 à la fin de l'année 2022. La marge de manœuvre est encore suffisante pour accommoder à la fois les portefeuilles de titres et les dépôts.

Liquidité

- L'**Horizon de Survie *(Survival Horizon - SH)*** est l'indicateur clé de la gestion du risque de liquidité. Il s'agit de la période durant laquelle la Banque est en mesure de s'acquitter de ses obligations de paiement découlant des opérations commerciales en cours dans le cadre d'un scénario de crise sévère, sans avoir accès à de nouveaux financements et en utilisant ses actifs liquides disponibles. Le Cadre d'Appétence pour le Risque définit la limite minimale de cet indicateur à 12 mois.

  L'indicateur SH a atteint 19 mois en juin 2023 (15 mois à la fin de l'exercice 2022).

- Le **Ratio de Couverture des Liquidités *(Liquidity Coverage Ratio - LCR)*** vise à garantir que la Banque détient un volume suffisant d'actifs liquides de haute qualité *(HQLA)* pour survivre à une période de tensions importantes sur la liquidité d'une durée de 30 jours civils. À fin juin 2023, le *LCR* a atteint 547 %, et sa moyenne sur 12 mois a été de 420 %.

  Sa volatilité est due à la cyclicité et de la taille importantes des remboursements monétaires et de la dette, ainsi qu'au plafonnement des flux entrants à 75 % des flux sortants, comme l'exige la réglementation. Le niveau confortable reflète la caractéristique intrinsèque de la CEB de ne pas collecter de dépôts et de ne pas avoir accès à une banque centrale pour le refinancement en cas d'urgence.

- Le **Ratio de Financement Stable net *(Net Stable Funding Ratio - NSFR)*** compare le financement stable disponible *(ASF)* de la Banque au financement stable requis *(RSF)*. Des facteurs de pondération reflètent les différences entre les types de positions (contreparties financières vs non financières et maturité inférieure ou supérieure à un an).

  A fin juin 2023, le *NSFR* atteint 139% (contre 130% en décembre 2022), et sa moyenne mobile sur 12 mois était de 131%, ce qui a représenté des niveaux confortables qui témoignent d'une capacité de financement stable.

Risques de marché

- La **sensibilité de la Valeur Economique des Capitaux propres *(Economic Value of Equity - EVE)*** mesure la variation théorique de la valeur économique due à des chocs de taux d'intérêt. L'*EVE* est définie comme la valeur actuelle nette des flux de trésorerie attendus de tous les actifs et passifs, à l'exclusion des capitaux propres de la Banque. La CEB veille à ce que l'impact sur son EVE du choc de taux d'intérêt le plus sévère prescrit par la réglementation Bâle/UE ne dépasse pas, en valeur absolue, la limite de 20 % des Capitaux propres prudentiels de la CEB.

  A fin juin 2023, cet indicateur a atteint -10,9% donc il a bien été dans la limite. Le pire choc parmi les six proposés par l'*ABE* serait une hausse parallèle de 200 points de base.

- La **Position Nette Ouverte** (***Net Open Position – NOP***) au comptant mesure, par devise, le total des actifs moins les passifs dans une devise étrangère, y compris les positions au bilan et hors bilan. Le plafond du Cadre de l'Appétence pour le Risque est, en valeur absolue, de 1 million d'euros en fin de mois par devise. Les limites ont été respectées tout au long du premier semestre 2023, comme en 2022.

Risque de Crédit dans l'activité Finances

La CEB définit des notations internes minimales à la date de négociation en dessous desquelles la Banque peut conclure des transactions avec des émetteurs, des débiteurs et des contreparties en fonction de l'échéance des investissements (dépôts et titres) et du type de contrepartie.

	Jusqu'à 3 M	3 à 6 M	6 M à 1 A	1 A à 2 A	Plus de 2 A
Souverain	**5,5** (BBB-)	**5,5** (BBB-)	**7,0** (A-)	**7,0** (A-)	**8,0** (A+)
Sous-souverain, secteur public, supranational	**6,0** (BBB)	**7,0** (A-)	**7,0** (A-)	**7,0** (A-)	**8,0** (A+)
Institutions financières	**6,5** (BBB+)	**7,0** (A-)	**7,0** (A-)	**7,0** (A-)	**8,5** (AA-)
Entreprises non financières	**8,5** (AA-)	**8,5** (AA-)	**8,5** (AA-)	**8,5** (AA-)	**9,5** (AA+)
Obligations garanties (émission, pas émetteur)	**7,5** (A)	**8,0** (A+)	**8,0** (A+)	**8,0** (A+)	**9,0** (AA)

Tout au long du premier semestre 2023, comme en 2022, les notations minimales à la date d'achat ont été respectées.

NOTE C - Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont présentés dans le tableau ci-dessous selon leurs règles d'évaluations comptables respectives.

Les conditions de décaissement des prêts sont équivalentes à celles pratiquées par d'autres institutions financières intervenant sur le marché des banques supranationales. En raison de son statut de créancier privilégié, la Banque ne cède pas ce type de créance.

En milliers d'euros

30 juin 2023	À la juste valeur par résultat	À la juste valeur par capitaux propres recyclables	À la juste valeur par capitaux propres non-recyclables	Au coût amorti	Valeur nette comptable
Actif					
Caisse, avoirs auprès des banques centrales				1 149 407	1 149 407
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	365 605				365 605
Instruments financiers dérivés de couverture	2 133 908				2 133 908
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		4 163 061	1 479		4 164 540
Actifs financiers au coût amorti					
Prêts et autres créances				25 228 296	25 228 296
Titres de dette				1 754 408	1 754 408
Total de l'actif financier	**2 499 513**	**4 163 061**	**1 479**	**28 132 111**	**34 796 164**
Passif					
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	247 514				247 514
Instruments financiers dérivés de couverture	2 516 739				2 516 739
Passifs financiers au coût amorti					
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle				49 243	49 243
Dettes représentées par un titre				28 579 404	28 579 404
Compte de dividendes sociaux				36 322	36 322
Total du passif financier	**2 764 253**			**28 664 969**	**31 429 222**

31 décembre 2022	À la juste valeur par résultat	À la juste valeur par capitaux propres recyclables	À la juste valeur par capitaux propres non-recyclables	Au coût amorti	Valeur nette comptable
Actif					
Caisse, avoirs auprès des banques centrales				1 150 258	1 150 258
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	654 045				654 045
Instruments financiers dérivés de couverture	2 198 288				2 198 288
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		2 794 031	1 478		2 795 509
Actifs financiers au coût amorti					
Prêts et autres créances				22 432 222	22 432 222
Titres de dette				1 592 770	1 592 770
Total de l'actif financier	**2 852 333**	**2 794 031**	**1 478**	**25 175 250**	**30 823 092**
Passif					
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	187 498				187 498
Instruments financiers dérivés de couverture	2 397 993				2 397 993
Passifs financiers au coût amorti					
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle				70 176	70 176
Dettes représentées par un titre				24 223 766	24 223 766
Compte de dividendes sociaux				34 842	34 842
Total du passif financier	**2 585 491**			**24 328 784**	**26 914 275**

NOTE D - Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et au coût amorti

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont composés essentiellement de titres de dette.

En milliers d'euros

	30/06/2023	31/12/2022
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
Valeur brute comptable	4 316 980	2 967 004
Plus ou moins values latentes	(151 572)	(170 530)
Provisions pour dépréciation	(868)	(965)
Total	**4 164 540**	**2 795 509**

Actifs financiers au coût amorti

En milliers d'euros

	30/06/2023	31/12/2022
Prêts consentis aux établissements de crédit		
Valeur brute comptable	6 254 624	6 641 359
Provisions pour dépréciation	(3 684)	(5 176)
Valeur nette comptable	6 250 940	6 636 183
Prêts consentis à la clientèle		
Valeur brute comptable	13 694 999	13 309 448
Provisions pour dépréciation	(11 576)	(14 227)
Valeur nette comptable	13 683 423	13 295 221
Ajustement de la valeur des prêts couverts par des instruments dérivés	(1 579 879)	(1 709 043)
Total des prêts	**18 354 484**	**18 222 361**
Autres créances		
Comptes à vue - valeur brute comptable	8 267	8 234
Provisions pour dépréciation	(6)	(7)
Valeur nette comptable	8 261	8 227
Dépôts à terme - valeur brute comptable	6 866 791	4 202 064
Provisions pour dépréciation	(959)	(430)
Valeur nette comptable	6 865 832	4 201 634
Ajustement de la valeur des Dépôts à terme couverts par des instruments dérivés	(281)	
Total des autres créances	**6 873 812**	**4 209 861**
Titres de dette		
Valeur brute comptable	1 754 707	1 593 120
Provisions pour dépréciation	(299)	(350)
Valeur nette comptable	1 754 408	1 592 770
Total des titres de dette	**1 754 408**	**1 592 770**

La répartition de l'encours nominal des prêts par pays de localisation de l'emprunteur est présentée dans le tableau ci-après.

En milliers d'euros

Répartition par pays de localisation de l'emprunteur	30/06/2023	%	31/12/2022	%
Espagne	2 297 672	11,56	2 142 575	10,77
Pologne	1 885 057	9,49	1 843 571	9,27
France	1 665 311	8,38	1 692 508	8,51
Türkiye	1 200 844	6,04	1 143 195	5,75
Allemagne [1]	1 164 109	5,86	1 175 698	5,91
Italie [2]	1 110 613	5,59	1 210 889	6,09
Belgique	1 053 878	5,30	1 073 875	5,40
République slovaque	1 042 841	5,25	1 058 388	5,32
Pays-Bas	922 866	4,64	976 483	4,91
Lituanie	757 247	3,81	691 742	3,48
République tchèque	714 091	3,59	779 606	3,92
Hongrie	705 875	3,55	715 523	3,60
Croatie	631 010	3,18	634 422	3,19
Finlande	623 188	3,14	611 589	3,08
Serbie	582 141	2,93	578 472	2,91
Roumanie	555 016	2,79	571 390	2,87
Irlande	419 596	2,11	406 129	2,04
Suède	413 743	2,08	445 996	2,24
Chypre	329 146	1,66	308 135	1,55
Portugal	290 366	1,46	292 741	1,47
Grèce	218 000	1,10	218 167	1,10
Estonie	200 000	1,01	200 000	1,01
Bulgarie	197 886	1,00	201 558	1,01
Slovénie	164 612	0,83	169 971	0,85
Albanie	133 572	0,67	139 803	0,70
Macédoine du Nord	100 462	0,51	106 461	0,54
Bosnie-Herzégovine	99 551	0,50	101 677	0,51
Monténégro	97 579	0,49	100 392	0,50
Moldova (République de)	79 696	0,40	74 840	0,38
Islande	58 136	0,29	62 597	0,31
Kosovo	45 824	0,23	45 824	0,23
Géorgie	35 442	0,18	35 359	0,18
Malte	29 000	0,15	29 000	0,15
Lettonie	21 011	0,11	24 000	0,12
Andorre	15 143	0,08	15 354	0,08
Saint-Marin	8 667	0,04	8 867	0,04
Luxembourg [3]	1 100	0,01	300	0,00
Total	**19 870 295**	**100,00**	**19 887 097**	**100,00**

[1] dont 1,6 million d'euro d'encours en faveur des pays du Groupe cible au 30 juin 2023 (31 décembre 2022 : € 2,1 millions d'euros)
[2] dont 13,9 millions d'euros d'encours en faveur des pays du Groupe cible au 30 juin 2023 (31 décembre 2022 : 14,7 millions d'euros)
[3] dont 1,1 million d'euro d'encours en faveur des pays du Groupe cible au 30 juin 2023 (31 décembre 2022 : 0,3 million d'euro)

NOTE E - Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle et dettes représentées par un titre

En milliers d'euros

	30/06/2023	31/12/2022
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		
Comptes rémunérés	42 495	56 781
Emprunts et comptes à terme	6 667	13 333
Dettes rattachées	81	62
Total	**49 243**	**70 176**
Dettes représentées par un titre au coût amorti		
Emprunts obligataires	28 255 306	26 242 367
Euro Commercial Paper	2 338 194	
Dettes rattachées	235 362	165 104
Ajustement de la valeur des dettes représentées par un titre couvertes par des instruments dérivés	(2 249 458)	(2 183 705)
Total	**28 579 404**	**24 223 766**

NOTE F - Capital

La répartition du capital par État membre au 30 juin 2023 est présentée ci-dessous.

En milliers d'euros

Membres	Capital souscrit	Capital non appelé	Capital appelé	Pourcentage du capital souscrit
Allemagne	915 770	814 114	101 656	16,414%
France	915 770	814 114	101 656	16,414%
Italie	915 770	814 114	101 656	16,414%
Espagne	597 257	530 958	66 299	10,705%
Türkiye	388 299	345 197	43 102	6,960%
Pays-Bas	198 813	176 743	22 070	3,564%
Belgique	164 321	146 083	18 238	2,945%
Grèce	164 321	146 083	18 238	2,945%
Portugal	139 172	123 724	15 448	2,495%
Suède	139 172	123 724	15 448	2,495%
Pologne	128 260	114 023	14 237	2,299%
Ukraine	101 902	90 591	11 311	1,827%
Danemark	89 667	79 712	9 955	1,607%
Finlande	69 786	62 039	7 747	1,251%
Norvège	69 786	62 039	7 747	1,251%
Bulgarie	62 459	55 526	6 933	1,120%
Roumanie	59 914	53 264	6 650	1,074%
Suisse	53 824	43 229	10 595	0,965%
Irlande	48 310	42 948	5 362	0,866%
Hongrie	44 788	39 816	4 972	0,803%
République tchèque	43 037	38 260	4 777	0,771%
Luxembourg	34 734	30 878	3 856	0,623%
Serbie	25 841	22 973	2 868	0,463%
Croatie	21 376	19 003	2 373	0,383%
Chypre	19 882	17 676	2 206	0,356%
République slovaque	18 959	16 854	2 105	0,340%
Albanie	13 385	11 899	1 486	0,240%
Lettonie	12 808	11 387	1 421	0,230%
Estonie	12 723	11 311	1 412	0,228%
Macédoine du Nord	12 723	11 311	1 412	0,228%
Lituanie	12 588	11 191	1 397	0,226%
Slovénie	12 295	10 930	1 365	0,220%
Islande	10 144	9 018	1 126	0,182%
Malte	10 144	9 018	1 126	0,182%
Géorgie	9 876	8 780	1 096	0,177%
Bosnie-Herzégovine	9 689	8 614	1 075	0,174%
Monténégro	6 584	5 853	731	0,118%
Kosovo	6 559	5 831	728	0,118%
Moldova (République de)	5 488	4 878	610	0,098%
Andorre	4 925	4 378	547	0,088%
Saint-Marin	4 867	4 206	661	0,087%
Liechtenstein	2 921	2 374	547	0,052%
Saint-Siège	137	107	30	0,002%
Total au 30 juin 2023	**5 579 046**	**4 954 771**	**624 275**	**100,000%**
Total au 31 décembre 2022	**5 477 144**	**4 864 180**	**612 964**	**100,000%**

Le 2 décembre 2022, dans la Résolution 463 (2022), le Conseil de direction a approuvé une augmentation du capital souscrit de la Banque pour un montant maximum de 4,25 milliards d'euros, dont les Etats membres verseront un maximum de 1,20 milliard d'euros. La période de souscription court jusqu'au 31 décembre 2023. L'augmentation du capital deviendra effective à la fin du mois civil au cours duquel au moins 67% des titres de participation offerts auront été souscrits. Au 30 juin 2023, 41,69% ont été souscrits.

En juin 2023, suite à l'adhésion de l'Ukraine, le capital souscrit de la Banque a augmenté de 101 902 milliers d'euros et le capital versé a augmenté de 11 311 milliers d'euros. La contribution de l'Ukraine a été sans coût pour l'Ukraine et a été financée par les actionnaires actuels via le transfert des réserves générales. La contribution totale de l'Ukraine s'est élevée à 58 954 milliers d'euros, correspondant au capital versé (11 311 milliers d'euros) et à la contribution dans les réserves générales de la CEB (47 643 milliers d'euros). L'augmentation du capital versé de 11 311 milliers d'euros a été transféré des réserves générales et la contribution de l'Ukraine dans les réserves résulte du rééquilibrage des réserves générales existantes des actionnaires actuels.

NOTE G - Marge d'intérêts

Les produits et les charges sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif (intérêts, commissions et frais).

La marge d'intérêts du premier semestre 2023 (non audité) et du premier semestre 2022 (non audité) est détaillée dans le tableau ci-dessous :

En milliers d'euros

	2023	2022
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	33 517	
Instruments financiers dérivés de couverture	16 730	
Sous-total	50 247	
Prêts et autres créances au coût amorti (*)		
- Etablissements de crédit et banques centrales	215 738	
- Clientèle	119 096	
Instruments financiers dérivés de couverture	98 671	
Sous-total	433 505	
Titres de dette au coût amorti	24 914	22 839
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		2 383
Dettes représentées par un titre au coût amorti		(111 795)
Instruments financiers dérivés de couverture		172 221
Sous-total		60 426
Intérêts et produits assimilés	**508 666**	**85 648**
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	(10 358)	
Dettes représentées par un titre au coût amorti	(233 935)	
Instruments financiers dérivés de couverture	(176 518)	
Sous-total	(410 453)	
Autres intérêts et charges assimilées	(5 225)	(2 717)
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (*)		7 917
Instruments financiers dérivés de couverture		(11 054)
Sous-total		(3 137)
Prêts et autres créances au coût amorti (*)		
- Etablissements de crédit et banques centrales		18 529
- Clientèle		53 527
Instruments financiers dérivés de couverture		(78 883)
Sous-total		(6 827)
Intérêts et charges assimilés	**(426 036)**	**(12 681)**
Marge d'intérêts	**82 630**	**72 967**

(*) dont impact des taux négatifs : *En milliers d'euros*

- Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	*(469)*	*(3 545)*
- Autres créances au coût amorti	*4 716*	*(13 310)*
	4 247	*(16 855)*

Les intérêts reçus et les intérêts payés sont regroupés par produit.

Les montants nets reçus sont classés dans le poste "Intérêts et produits assimilés" et les montants nets payés sont classés dans le poste "Intérêts et charges assimilées", indépendamment du classement du produit à l'actif ou au passif.

Ces montants nets par produit comprennent également les intérêts taux négatifs du produit concerné.

Les produits et les charges d'intérêts des dérivés de couverture de juste valeur sont présentés avec les produits et charges des éléments couverts.